

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**PERMISSION DE VOIRIE - RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE STATIONNEMENT
ET DE CIRCULATION - SOCIETE TERGI POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE GRDF -
CREATION D'UN BRANCHEMENT DE GAZ - 124 RUE DU GENERAL LECLERC - DU
LUNDI 1 JUILLET 2024 AU VENDREDI 5 JUILLET 2024**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-8, L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et R.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Vu la demande présentée par la société TERGI, agissant pour le compte de la société GRDF, concernant la réalisation de travaux de création de branchement de gaz sur la chaussée et le trottoir au droit du n° 124 rue du Général Leclerc, **du lundi 1 juillet au vendredi 5 juillet 2024,**

Considérant que les travaux de création de branchement gaz sur la chaussée et le trottoir ne permettent pas de laisser le stationnement, la circulation des véhicules et des piétons à l'état normal sans prendre des mesures de restriction pour les usagers de l'espace public,

ARRÊTE

Article 1 : Du lundi 1 juillet au vendredi 5 juillet 2024, de 9h30 à 16h00, la société TERGI est autorisée à réaliser des travaux de création de branchement de gaz sur la chaussée et le trottoir au droit du n° 124 rue du général Leclerc.

Article 2 : Stationnement

Du lundi 1 juillet au vendredi 5 juillet 2024, le stationnement est interdit sur 40 mètres au droit et en vis-à-vis du chantier du 124 rue du général Leclerc.

En cas de stationnement gênant et en application des articles R.325-1 et R.417-10, il est demandé l'enlèvement du (ou des) véhicule (s) pour mise en fourrière.

Article 3 : Circulation

Du lundi 1 juillet au vendredi 5 juillet 2024, de 9h30 à 16h00, la circulation des véhicules est réglée par alternat manuel, sur une seule voie de circulation.

La circulation sera rétablie en dehors des horaires de chantier et de la présence du pétitionnaire.

Le pétitionnaire doit prendre des mesures conservatoires pour la protection des piétons

au droit du chantier.

La circulation des piétons est déviée sur le trottoir opposé.

Article 4 : Prescriptions techniques

Les fouilles sont impérativement refermées par des pont lourd et pont léger.

Les bigbags et autres matériels déposés sur la chaussée et le trottoir doivent être évacués le jour de l'intervention de l'entreprise.

Les enrobés à chaud sont réalisés impérativement à la fin du chantier, avant la fin de validité du présent arrêté de travaux.

Article 5 : Signalisation

Le pétitionnaire exécutant les travaux ci-dessus mentionnés a la charge de la signalisation temporaire relative à la réalisation de son chantier, de jour comme de nuit.

Il est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière doit être conforme aux dispositions en vigueur, et notamment à celles édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Il est également responsable des accidents de toute nature pouvant résulter de la réalisation de ses travaux.

Article 6 : Le présent arrêté est obligatoirement publié et affiché aux abords du chantier par la société. Les panneaux d'interdiction de stationner devront être placés, avec l'arrêté, au droit des places concernées au moins 48 heures avant le début des travaux, et en affichant visiblement les dates d'effet de l'interdiction.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Société TERGI
- Société GRDF

NOTIFIÉ, le 01/07/2024

PUBLIÉ, le